

RESOLUTION
du 75ème
Congrès de
I'UNEF

PREMIERE PARTIE

CA NE PEUT PLUS DURER !

"Y en a marre", tout le monde le dit. Dans les Amphis ou au resto... U, dans les cités, ou en bibliothèque, qu'on soit en fac de science ou en BTS en classe prépa ou dans une grande école, en DEA d'Histoire ou en Deug de droit... Quelles que soient les filières, tous les étudiants sont touchés. Même s'ils ne rencontrent pas tous les mêmes difficultés, le sentiment que "ça ne peut plus durer" est largement partagé. C'est une donnée essentielle de cette rentrée.

1/ NOTRE COLERE EST LEGITIME

Nous sommes aujourd'hui 1.700.000 à vouloir acquérir une bonne formation, alors que nous étions "seulement" 1.200.000 environ en 1986. Nos conditions d'études se sont dégradées. Notre colère est donc légitime.

Comment pourrait-il en être autrement ? Aujourd'hui le fossé se creuse entre, d'une part l'exigence des étudiants d'une formation de haut niveau et, d'autre part, la politique gouvernementale qui crée toujours plus d'obstacles à la réussite du plus grand nombre. "Vous êtes l'avenir du pays", "la priorité des priorités" nous disent-ils. Nous répondons "arrêtez alors de sacrifier nos études !".

Le coup monté des inscriptions

Ca ne peut plus durer quand, bac en poche, on s'entend dire : "plus de place pour vous". Cette année encore, l'acharnement à sélectionner à l'entrée des facs a franchi un cap. Avec le système d'inscription par minitel inauguré à Paris, "chacun devait pouvoir s'inscrire dans la filière et l'Université de son choix", en fait avec les commissions pédagogiques et les *numerus clausus*, un dispositif méticuleux pour diviser, décourager, trier et éjecter les étudiants a été mis en place. "Ravel l'arnaque" comme l'ont surnommé les bacheliers en lutte à Paris, n'a qu'un objectif : gérer le manque de place sans débloquer de moyens supplémentaires. Si des files d'attente ont disparu, c'est la pire des solutions qui a été choisie : celle qui consiste à interdire d'étude des milliers d'étudiants, à remettre en cause le droit de choisir sa formation et son université. Le gouvernement cherche aujourd'hui à généraliser ce

système à l'ensemble des universités françaises déjà touchées par les commissions pédagogiques et les *numerus clausus*.

Pour pouvoir étudier, il faut passer à la caisse

Nos études coûtent de plus en plus cher. Les droits d'inscriptions ont augmenté cette année de 20%. C'est la plus forte hausse depuis 10 ans. Il faut y ajouter 500, 1 000 francs supplémentaires voire plus selon les cycles sans compter les frais qu'occasionnent les inscriptions aux concours... De plus, de nombreuses universités mettent en place des frais spécifiques.

Plus la hausse des mutuelles, de la sécu étudiante, du prix du ticket de resto U, du loyer en cité U... Pour des dizaines de milliers d'étudiants, étudier devient un privilège inaccessible. Le choix du gouvernement, c'est un véritable bradage de nos formations. L'Etat se désengage au niveau de l'aide individuelle aux étudiants, avec la mise en place des prêts bancaires, la disparition progressive des prêts d'honneur, la rupture de la parité Etat/Etudiant dans le prix du ticket de restaurant universitaire, la stagnation du nombre des allocations de recherche et, dans le cadre des IUFM, la transformation des élèves-instituteurs salariés en allocataires (en notant que tous ne recevront pas d'allocations et que celles-ci seront réservées, pour les futurs enseignants du secondaire, aux zones ou filières déficitaires).

Casse de l'aide sociale

Aujourd'hui, pour bon nombre de jeunes, l'accès aux études supérieures est conditionné par l'octroi d'une bourse, d'une chambre en cité U ou en internat... Cette nécessité se heurte aux manques de moyens pour l'aide sociale étudiante.

- Deux demandes sur 3 en cité-U ne sont pas satisfaites faute de places. Le parc des chambres date des années 60. Depuis des années, aucun crédit n'a été débloqué ni pour la construction, ni pour la rénovation des cités-U, les étudiants vivent dans des conditions inacceptables. De plus, les critères sur résultats universitaires et sur le choix de filières se substituent de plus en plus aux critères sociaux, les nouveaux logements universitaires sont privés et leurs loyers trop élevés.

- Ils ne sont que 270.000 à recevoir une bourse "peau de chagrin" et dans toutes les universités, versées très souvent en retard. Alors que le besoin est immense, le gouvernement tente de mettre en place les prêts bancaires, de

faire payer l'aide sociale par les étudiants (minimum 40 F) avec les fonds sociaux d'établissements gérés par le CSE et parle de supprimer le FSU... Pas étonnant que dans ces conditions, pour pouvoir vivre et étudier, les étudiants passent de petits boulots en petits boulots (1 étudiant sur 2 travaille). Cette précarité est pour bon nombre synonyme d'échec.

- Les resto U ont une seule qualité : faire l'unanimité sur la médiocrité des repas et du service. Files d'attente, hausse des tarifs, diminution du nombre de plats, tout est fait pour nous pousser vers les cafeterias privées, ou les chaînes à suppléments. On assiste aussi à la recrudescence de restaurants ou "fast food" non gérés par les CROUS.

Les étudiants étrangers

Quotas selon le pays d'origine dans les cité- U, droit de regard des préfectures sur la "réalité de leurs études" (loi JOXE-PASQUA), administrations draconiennes, droits d'inscription prohibitifs qui ne garantissent pas toujours le statut d'étudiant, formation au français médiocre... tout pousse aujourd'hui les étudiants étrangers à vivre dans une quasi clandestinité, alors que bon nombre d'entre eux sont menacés dans leur pays.

Nos conditions d'études ne cessent de se dégrader

Ca ne peut plus durer lorsque nos conditions d'études ne nous permettent pas d'étudier correctement.

Il manque des profs, les TD prennent de plus en plus la forme de cours magistraux tant le nombre d'étudiants y est élevé, on se bouscule dans les amphis pour trouver une place assise, les bibliothèques manquent d'ouvrages, le personnel ATOSS et l'administration sont débordés pour cause de sous-effectif... Les systèmes de pré-admissions pédagogiques mis en place ne font que déplacer les problèmes et renforcer la sélection. La liste serait longue de l'ensemble de nos problèmes et on se demande dans quelle mesure réussir dans de telles conditions ne relève pas de l'exploit.

Tous les cycles d'études sont aujourd'hui touchés.

En 3ème cycle, les étudiants n'ont pas droit aux bourses sur critères sociaux. Pour eux, la sélection sociale en est aggravée. Seulement 5,6% des étudiants en doctorat reçoivent une allocation de recherche et ce chiffre tombe à 2,5% pour les filières de lettres, sciences sociales ou sciences humaines. En conséquence, la moitié des thésards abandonne à la fin de leur doctorat car

ils sont contraints de se salarier, de s'endetter et manquent du plus strict nécessaire pour poursuivre leurs études. Quel gachis !

Poussé à l'extrême, l'étudiant chercheur se détermine plus en fonction de la côte de son professeur, de son futur directeur de recherche, il doit se vendre au plus offrant pour avoir une perspective d'embauche.

Une formation au rabais

On ne peut plus tolérer que nos formations, nos diplômes soient sans arrêt dévalorisés. De plus en plus, des profs du secondaire enseignent dans les universités. N'avons nous pas le droit à des enseignants-chercheurs ?

Le contrôle continu se résume aux partiels de février et les examens sont plus une sanction qu'un contrôle de nos connaissances.

Et que penser de ces stages bidons, non rémunérés, que l'on nous fait faire soi-disant pour mettre en pratique nos connaissances ?

On ne nous demande jamais notre avis sur le contenu de nos cours. Le pluralisme est mis à mal. Aujourd'hui, l'université enterre l'échange, le débat d'idées. Le droit à l'expression syndicale et politique est mis en cause. Citons par exemple l'attitude du président de l'université de Brest qui a trainé devant les tribunaux des étudiants parce qu'ils avaient tenu un débat malgré son interdiction pendant la guerre du golfe. Grâce à la mobilisation nationale, celui-ci a été débouté !

Actuellement, un étudiant de Caen, est interdit de repêchage aux examens... Ces cas ne sont pas rares : refus de la tenue d'initiatives, chantage, pressions, menaces... Dans beaucoup d'universités, on essaie de faire taire ceux qui refusent la pénurie budgétaire et ses conséquences. Par ces actions inadmissibles, c'est la notion même d'université qui est mise à mal.

Pas le droit à l'erreur

Le système éducatif est devenu un parcours fléché dans lequel le jeune n'a pas droit à l'erreur : c'est la croix et la bannière pour obtenir un transfert ou une dérogation.

D'ailleurs, derrière cette notion "d'individualisation des parcours" ne cherche-t-on pas à rendre chacun de nous responsable de son propre échec, à nous culpabiliser, à nous dessaisir de nos droits acquis ?

- IUT-STIS : ces formations font l'objet d'une sélection féroce par le gouvernement et le patronat. Refus de permettre aux étudiants de pouvoir

continuer leurs études en second cycle dans les disciplines correspondantes. Bien souvent dans les STS, le matériel est vieillot et inadéquat...

En affirmant sa volonté de contrôler ses filières, le patronat asphyxie par là ces formations riches en potentialités et en débouchés pour les étudiants.

- IUFM : alors qu'il y a un enjeu considérable à former des dizaines de milliers d'enseignants pour les générations à venir, les IUFM ont été mises en place à cette rentrée, sur fond de pénurie budgétaire. De plus, le recrutement et l'affectation sont dits nationaux, mais le nombre de places disponibles dans les IUFM correspond au nombre de postes à pourvoir dans l'académie, logique qui à terme implique une régionalisation de fait des affectations.

Les allocations sont en nombre insuffisant et sont de plus attribuées sur dossier, non sur critères sociaux, mais en fonction du "profil" du candidat et de sa discipline

Avec des "intervenants extérieurs", des cadres d'entreprises peuvent être embauchés pour participer à la formation des futurs maîtres. C'est livrer la formation des enseignants à l'environnement socio-économique local et à ses besoins et intérêts à court terme. Comment s'étonner dès lors qu'un étudiant sur 2 abandonne cette formation en cours ?

L'angoisse de l'avenir

La situation de l'emploi en France est caractérisée par le chômage. Les étudiants sont perpétuellement sous pression sur cette question, l'élitisme est basé sur cette donnée, l'ambiance dans les cours marquée par cette situation. Plutôt que de créer une dynamique économique dans notre pays, l'enseignement supérieur est soumis aux besoins du patronat.

L'Europe universitaire

Ce pourrait être une formidable chance pour des dizaines de milliers d'entre nous de nous enrichir de la connaissance des langues et des cultures voisines. Pourtant, en développant quelques pôles européens seulement pendant que les autres campus connaissent la pénurie, les technocrates n'ambitionnent pas une communauté européenne étudiante riche de sa diversité. Avec Erasmus, seule une élite 0,1% des étudiants français, bénéficie des échanges européens.

Ajoutons que la question des équivalences entre les diplômes de chaque pays n'est pas résolue.

Enfin, il s'agit aussi pour l'Europe de s'ouvrir et d'échanger avec les étudiants du monde.

C'est pourtant une toute autre Europe que l'on nous prépare. A un an et quelques jours du marché unique européen, la Commission de Bruxelles vient de réaliser un mémorandum sur l'enseignement supérieur. A terme les "12" entrevoient une politique universitaire commune, l'organe supra-national en a déjà esquissé les premiers traits fondamentaux : filières d'élites, diplômes inégaux, euro-prêts bancaires, concurrence exacerbée entre les universités.... L'abandon de la souveraineté au profit de cet organe technocratique signifierait encore plus de sélection, de précarisation de nos études.

Le service national

Face à l'incohérence que constitue, à l'heure actuelle, le service militaire pour les étudiants, l'UNEF propose :

- de ramener celui-ci à 6 mois
- le report systématique jusqu'à la fin des études
- la création de postes correspondant aux diplômés
- le droit à l'expression et d'association dans l'armée
- le retrait pur et simple de la convention ARMEE/EDUCATION signé par JOSPIN et CHEVENEMENT en 1989.

2/ LE MANQUE DE MOYENS A LA SOURCE DE NOS DIFFICULTES

Les causes de nos difficultés ne sont pas forcément évidentes pour tous
Ainsi, certains se demandent :

Sommes-nous trop d'étudiants en fac ?

Devrait-on sélectionner davantage pour réduire les effectifs ?

Faudrait-il faire "encore un effort" en payant des droits d'inscription plus élevés pour voir la situation s'améliorer ?

Les facs, les STS et les IUT souffrent-ils finalement d'accepter trop d'étudiants ?

C'est tout le contraire. Nous le pensons d'expérience.

L'augmentation des droits d'inscription, c'est ce qui renforce la sélection sociale. Ravel et la sélection, c'est ce qui nous prive du choix de notre formation. Et, en réalité, qui prétendra que, pour un pays moderne,

l'aspiration des jeunes à se former puisse être un handicap et non une formidable chance ?

- Est-ce que cela prépare l'avenir ?

- Serions-nous une génération d'abrutis ?

A écouter certains, la cause de notre échec serait à trouver en nous-même. Il y aurait ceux qui sont "aptes" à faire des études supérieures et les autres. Ceux-là n'auraient qu'à laisser tomber. Faute de moyens pour assurer des cours de soutien, ces étudiants sont sacrifiés.

Les mesures prises dans nos facs convergent : désengagement de l'Etat, précarisation des formations, introduction du privé... ce sont les choix du gouvernement.

L'Université française est aujourd'hui soumise à de grands changements. L'augmentation massive du nombre d'étudiants en est une donnée essentielle. Des projets, multiples et convergents, nous concernent : précarisation des formations et dégageant d'une élite ; intégration européenne sans aucune garantie sur la reconnaissance des diplômes ; introduction des critères du patronat dans le financement et la gestion des universités ; désengagement de l'Etat aux dépens des collectivités locales.

Ainsi, le gouvernement met en place une réforme des premiers et second cycles répondant à leurs besoins à court terme, le but étant de former une main-d'oeuvre vite intégrée et hyper-spécialisée.

Réforme des 1er cycles :

En imposant 8 grands DEUG avec des tronc communs et la multiplication du nombre de matières, en allégeant considérablement le nombre d'heures de cours, le gouvernement abaisse le niveau de notre formation. Cette réforme c'est aussi la mise en place de "sas-sélectifs", d'"année zéro" pour l'auto-évaluation et l'orientation des nouveaux étudiants. En introduisant un certificat d'étude universitaire, il choisit de limiter fortement l'accès à des études supérieures longues. Cela signifie pour les étudiants une moins bonne formation pour l'emploi, une moins bonne capacité de recyclage. La session de rattrapage est aussi remise en cause.

Réforme 2nd cycle :

Outre la réduction non négligeable du nombre de licences, le gouvernement veut généraliser un système de formation en alternance. Cela signifie

notamment la fin de la reconnaissance nationale des diplômes et le développement des inégalités entre fac : d'un côté l'élite très minoritaire, de l'autre les fac poubelles avec la grande masse des étudiants.

IUP :

En envoyant à terme 50% des étudiants dans les I.U.P, le gouvernement entend satisfaire les intérêts immédiats du patronat. L'introduction d'un enseignement dispensé par des professionnels, leur mode de financement privé assure la maîtrise de celui-ci sur les formations.

Pour les étudiants, cela signifie précarisation des formations, incapacité dans la vie à s'adapter aux transformations des métiers. Le désengagement de l'Etat ne fait que renforcer la valeur temporaire et hyper-spécialisée des diplômes.

Contractualisation :

En contrepartie de l'application avant la lettre de la réforme des 1er et 2nd cycle, de la création d'écoles doctorales et de l'aménagement de l'année universitaire, l'Etat finance un projet pédagogique à la hauteur de ce qu'il juge nécessaire. C'est une forme de désengagement de l'Etat car l'université contractante fera appel aux collectivités territoriales, aux entreprises pour compléter ses financements, sous prétexte "d'autonomie" pendant 4 ans.

Il va de soi que, par ce biais, les entreprises (et collectivités) interviendront sur le contenu même de nos formations, aux dépens de celles non rentables immédiatement.

Concrètement :

- c'est la fermeture des filières non rentables.
- l'aggravation de l'écart, entre les universités, de la somme allouée par tête d'étudiant, consacre l'inégalité des conditions de formation comme c'est le cas pour les IUFM ;
- la différenciation des programmes en fonction des besoins locaux, implique la création de diplômes spécifiques d'université et la remise en cause de leur caractère national ;
- la concurrence "à l'américaine" des universités, à Paris, par exemple, pour le titre de pôle européen.

Antennes délocalisées :

Aujourd'hui, on multiplie les antennes délocalisées financées par les collectivités locales et les chambres patronales. Selon leur lieu géographique, elles se trouvent plus ou moins bien pourvues de moyens et de transports

pour y accéder. C'est dans le droit fil d'un développement des formations à plusieurs vitesses.

C'est le refus obstiné de dégager les moyens pour une université moderne qui condamne à l'exclusion ou à l'échec des milliers d'entre nous. Il est hors de question d'accepter ce diplôme bidon que serait le "certificat de fin de première année", la suppression programmée de plusieurs dizaines de filières comme Communication, l'installation des IUP tels qu'ils sont conçus, la soumission de la formation professionnelle aux exigences de rentabilité à très court terme...

DEUXIEME PARTIE

TOUS ENSEMBLE, RIPOSTER !

Alors que le mécontentement grandit chez les étudiants, leur colère est forte face à leurs conditions d'études, l'idée : "Il faut que ça change, mais est-ce possible?" est fortement encrée dans leurs esprits.

1/ QUAND ON RIPOSTE, ON A TOUT A GAGNER

Chacun de nous en a fait l'expérience : quand les démarches individuelles ont atteint leurs limites, pour se faire respecter, il n'y a rien d'autre à faire que de tenir tête à ceux qui nous sélectionnent. Sans l'action, jamais rien n'a été concédé : ni un dédoublement de cours, ni une construction universitaire, ni une inscription en fac, ni une bourse d'étude...

En revanche, les luttes ont souvent permis de faire avancer nos droits : le droit de parole et les libertés syndicales en 1968, le retrait du projet DEVAQUET en 1986, beaucoup d'entre nous ont arraché 4,5 milliards l'an dernier pour leurs lycées. Cet été, 2000 inscriptions en fac ont été arrachées : quelle claque à Ravel l'arnaque et aux commissions "d'orientation" ! Des locaux supplémentaires ont été construits ou arrachés (comme l'ex-commissariat de Goudimel à Besançon, attribué à l'université après plus d'un mois d'occupation).

De même, Jospin a dû s'engager à augmenter les bourses de 10% et à en promettre la mensualisation : c'est encore par la lutte qu'on lui fera tenir les promesses concédées dans le Plan Social Etudiant.

C'est bien devant la vague de mécontentement provoquée par l'annonce de la suppression de la filière AES que le gouvernement revient sur cette décision. C'est bien parce qu'elle y a été contrainte que la MNEF a dû modérer par une possibilité d'exonération sa proposition de faire payer la sécurité sociale étudiante dès 18 ans. Mais n'en restons pas là ! Réaffirmons notre exigence de la gratuité de la sécurité sociale pour tous les étudiants. C'est bien grâce à la solidarité que nombre de nos copains étrangers ont pu être sauvés de l'expulsion. De la douche remise à neuf dans une cité-U aux créations de

postes de profs dans une UFR, il a fallu se battre et ça a été payant. La riposte des étudiants, c'est ce que les mandarins, les bureaucrates et les ministres de tout poil ont le plus à craindre.

2/ COMMENT RIPOSTER ENCORE PLUS FORT ?

Imaginons que l'on soit prêt à tout accepter. Etudier dans les couloirs, payer des droits d'inscription à l'américaine, échanger nos bourses contre des prêts. Alors s'en serait déjà fini depuis longtemps de nos droits et de nos acquis.

Mais en réalité, notre force à nous, les un million sept cent mille étudiants, c'est cette formidable exigence de formation qui nous anime, cette volonté de réussir nos études, cette aspiration à la justice sociale, l'espoir de pouvoir entrer de plein pied dans le XXIème siècle.

Nous ne voulons pas nous laisser voler notre vie, mais au contraire en avoir toujours mieux la maîtrise, c'est cela notre grande force.

Imaginons donc la puissance que nous représentons si l'on s'y met tous ensemble !

Mais alors, qu'est-ce qui bloque parfois le développement des luttes ?

"S'y mettre tous ensemble ? Belle idée, mais souvent c'est dur!"

C'est vrai que parfois c'est dur. Nos copains d'amphi, on a parfois l'impression qu'ils "s'en foutent", comme ils disent. La plupart surtout "n'y croient pas". Alors, "à quoi bon", nous demandent-ils ? La vérité, ce n'est pas qu'ils sont satisfaits de leurs conditions d'études : comme chacun de nous, ils sont dégoûtés, écoeurés même, mais ils doutent de l'efficacité de l'action et ils ne sont pas persuadés que ça pourrait être autrement. Ils sont tout simplement accablés par un fort sentiment d'impuissance.

Qui d'entre nous ne se demande pas parfois : "à quoi ça sert de lutter, de toute façon on n'y arrivera jamais ?"

Pour autant, avec l'aggravation des injustices, leur sentiment de révolte grandit. Et beaucoup ont fait, ou peuvent faire l'expérience que l'action unie, le "tous ensemble", c'est efficace. C'est encore plus efficace quand on part réellement des préoccupations, des disponibilités, de l'état d'esprit de chacun.

"Mais sommes-nous trop différents pour pouvoir nous rassembler?"

Nous sommes divers, c'est vrai. Mais comment ne pas l'être : nous sommes aujourd'hui 1.700.000 à vouloir acquérir une bonne formation, alors que nous étions (seulement- 1.200.000 environ en 1986 !).

Ce phénomène de "massification" a bouleversé tous les repères de l'enseignement supérieur. Et la perspective de 80% d'une classe d'âge au bac en renforcera encore les caractéristiques.

Une seconde évolution vient s'ajouter à cette image : l'hétérogénéisation du milieu. Les étudiants sont d'origines sociales diverses et ne sont plus uniquement les enfants des classes favorisées, auxquels se mêleraient quelques boursiers courageux. Les classes moyennes sont fortement représentées ; la proportion des jeunes des classes défavorisées, bien que minoritaires, augmente. L'arrivée prochaine des lycéens munis de bacs professionnels accentuera probablement cet éclatement. Une telle diversité de situations engendre de grandes différences dans les expériences, impressions et comportements des étudiants.

Nous n'avons donc pas tous les mêmes problèmes, nous ne vivons pas les mêmes situations. Nous n'avons pas tous la même sensibilité, les mêmes opinions. Nous n'appartenons pas forcément aux mêmes associations.

Et alors ? Est-ce un obstacle pour agir ensemble ? Ou au contraire, est-ce un atout pour riposter à tous les mauvais coups, sans aucune exception, un atout pour rassembler toujours plus de monde ?

La démocratie : le meilleur rempart contre la récupération et contre le découragement

Mais pour s'y mettre ensemble, il faut jouer le jeu, sans tricher. C'est à dire décider toujours tous ensemble de tout : des revendications, des formes d'actions, du moment de l'action, de nos représentants dans les délégations, les coordinations, tout en gardant notre identité. Bien sûr, décider à quelques-uns, c'est parfois plus simple, mais ça n'est pas démocratique : c'est donc moins juste, et finalement moins efficace pour engager l'action.

Il nous faut bien prendre en compte la forte exigence des étudiants d'être propriétaires de leur lutte de bout en bout. La démocratie dans la lutte, c'est

le seul moyen de tenir bon, y compris face à l'intransigeance d'une administration ou d'un ministre. On l'a bien vu pendant le mouvement lycéen ; ou encore, pendant les inscriptions des bacheliers en juillet ou septembre.

Plus on est à décider, à agir, à avoir la maîtrise de l'action, plus on est fort pour déjouer les manoeuvres, les divisions et les tentatives de récupération. Et la démocratie, n'est-elle pas aussi le meilleur rempart contre le risque de découragement quand la lutte devient difficile ?

Oui, décidément, en toute circonstance, les pratiques de "délégation de pouvoir" sont à bannir.

Personne ne peut décider d'avance sur quoi se battre

Pour renforcer le caractère démocratique de la lutte, nous devons prendre pleinement en compte la diversité des problèmes. Ainsi, un étudiant peut surtout être exaspéré par la file d'attente au resto-U, ou surtout révolté de ne jamais trouver le livre dont il a besoin à la B.U., ou surtout scandalisé par un amphi surchargé. Il faut le prendre en compte : l'aggravation de la sélection sociale, la dégradation du cadre de vie, des conditions d'études, la pénurie des universités... Tout cela est vécu diversement par chacun de nous et par chacun des étudiants.

La question de l'unité syndicale

Souvent on nous demande "Pourquoi, vous les syndicats, vous ne faites pas les choses ensemble ?" En effet, beaucoup ont constaté l'efficacité et le dynamisme des coordinations contre la Guerre du Golfe. Ne donnons d'illusions à personne : ce qui compte, c'est le rassemblement des étudiants. L'unité syndicale, on est pour mais à condition de partir des revendications définies démocratiquement par tous les étudiants et non pas de décisions "d'Etat Major". Ce qui est utile c'est bien le rassemblement dans l'action et non l'accumulation de logos ou de sigles sur un tract.

La conception de l'union qui est la nôtre est basée sur la seule défense des intérêts des étudiants.

3/ LES AXES DE LUTTES

L'UNEF, force de riposte à l'université, est également force de proposition. Sur de nombreux points, les étudiants expriment leurs exigences et, on le constate, sont disponibles pour les gagner.

Dans chaque fac, créons des bureaux de lutte pour l'obtention d'une bourse

Nous voulons articuler la mobilisation contre le système des prêts bancaires (qui nécessite un gros effort) et la bataille jusqu'au bout avec tous ceux qui ont besoin d'une bourse pour qu'elle leur soit attribuée réellement. Bataille avec les étudiants boursiers pour la mensualisation et le paiement des termes.

Des milliers d'étudiants comme beaucoup d'entre nous, font des études qui coûtent cher, mais ne bénéficient pas d'une aide sociale. Obligés de faire des jobs de-ci, de là, ils s'épuisent et s'inquiètent pour la réussite de leurs études. Et ils s'interrogent : "m'endetter, est-ce la solution ?" Le piège des prêts bancaires, c'est eux qu'il menace, sauf s'ils s'organisent : "et si nous bénéficions d'une vraie bourse ?" Nous en avons besoin ? Alors que nous y avons droit, c'est ça l'aide sociale !.

En allant du bureau des bourses au bureau du Recteur, en passant par celui des assistantes sociales et la Commission Sociale d'Etablissement donnons-nous les moyens d'arracher une aide financière d'urgence ! Voilà quel pourrait être le rôle des Bureaux de Lutte pour l'Obtention d'une Bourse.

Dans chaque TD, faisons circuler des cahiers de revendications :

Tout en mobilisant pour gagner des crédits d'urgence, faisons circuler des cahiers de revendications. Quel moyen formidable d'écrire et de faire tout ce que nous avons sur le coeur : nos révoltes, nos idées pour s'en sortir, nos propositions d'actions. Cela ne permettrait-il pas de découvrir des revendications communes, qu'on ne soupçonnait peut-être pas ; de décider, TD par TD, d'actions à mener ; de résoudre plein de problèmes en construisant un mouvement de riposte diversifié et combatif ?

C'est cela, défendre nos intérêts. Pouvoir se battre aussi bien pour agrandir une BU, pour équiper un labo de langue, remplacer des consoles d'ordinateur, que pour obtenir une bourse ou une chambre en Cité-U, annuler l'augmentation des droits d'inscription, empêcher l'expulsion d'un copain étranger, abroger la loi Joxe-pasqua...

Ce qui compte, pour chacune de ces questions, c'est le rapport de forces qu'on crée. Et ça, ça dépend de chacun de nous. Dans le TD, comme au niveau national.

- Tarifs préférentiels pour les étudiants sur les transports (carte orange étudiante à 50% en région parisienne, là-aussi une promesse contenue dans le Plan Social Etudiant) et sur toutes les formes d'accès à la culture.
- Anonymat systématique des copies, réel contrôle continu, possibilité de revoir sa copie et de la défendre devant un jury.
- Réengagement de l'Etat dans l'aide sociale : construction de Cités-U gérées par le CROUS, retour à la parité Etat-Etudiant dans le prix du ticket de R.U.
- Aider les étudiants salariés : tous les moyens doivent être mis en oeuvre pour qu'un enseignement de qualité leur soit donné à travers la formation continue et les cours par correspondance. Ils doivent bénéficier de la gratuité de ces enseignements (au même titre que les autres étudiants).
- Doubler le nombre et le montant des bourses n'est en aucun cas un luxe, mais une nécessité. Il faut attribuer une bourse à tous les étudiants dont les parents gagnent moins de 3 fois le SMIC.
- La décision de combattre "jusqu'au bout" la mise en place des prêts bancaires doit être effective. Ce qui veut dire fournir un plus grand effort.
- Attribution du Fond Social Etudiant à ces véritables bénéficiaires. Des milliers de francs sont disponibles dès maintenant pour venir en aide aux étudiants en difficulté.
- Amplifions considérablement l'exigence du retrait de la loi Pasqua et des circulaires Joxe. Nos copains étudiants étrangers sont les premiers visés par les mesures de sélection du gouvernement.
- Faire que chaque universités se dote de moyens pour assurer aux étudiants handicapés des conditions d'études décentes. L'UNEF, ses AGE, ses associations doivent être au plus près de ces étudiants, les rencontrer sur leurs propres revendications et entretenir des liens avec leurs associations (AMI...)
- Sécurité sociale étudiante gratuite pour tous et étendue au-delà de 25 ans. Lançons une grande campagne nationale de pétitions en direction du Président de la République et du Ministre de l'Education Nationale.
- Extrême droite : L'émergence de l'extrême droit dans nos universités est inquiétante. Le meilleur moyen de la combattre, ce n'est pas d'aller à l'affrontement direct, violent, mais de permettre aux étudiants de se rassembler et de lutter sur leurs problèmes pour y apporter de véritables solutions. Ce que prônent ces organisations, c'est toujours plus de sélection,

la privatisation de nos facs, elle pousse à la division alors que nous sommes tous victimes du même problème de manque de moyen. Ce qu'ils proposent ne ferait qu'aggraver nos problèmes.

Pour éviter aux étudiants de tomber dans le piège de la division, c'est bien sur ce terrain là qu'il faut les combattre.

En même temps, battons-nous contre toute complaisance de l'administration, pour qu'elle soit intransigeante sur toute manifestation de haine, de violence, de racisme.

Il existe des lois en France condamnant ce genre de comportement ou de propos, battons-nous pour qu'elles soient appliquées.

- Le développement et le renforcement de l'UNEF dans tous les secteurs est une nécessité pour mettre en oeuvre nos axes de luttes. C'est aussi une réelle possibilité. Notre champ d'intervention est très large. Le vote UNEF au moment des élections au CROUS nous montre que nous ne devons pas considérer les universités comme notre seul domaine d'intervention. C'est ainsi que les étudiants de l'INSA de Lyon ont décidé de dépasser les limites d'association uniquement locale en créant une association de l'UNEF.

Solidaires des étudiants du monde, en lutte pour leurs droits

Une seule chose guide notre action internationale : la défense des intérêts des étudiants.

Ce qui domine partout dans le monde, c'est que les intérêts des étudiants sont malmenés sur les 5 continents de notre planète. L'UNEF est solidaire de tous les étudiants qui luttent pour défendre leurs droits et leurs intérêts et entend rechercher des convergences de luttes et développer la solidarité avec tous ces étudiants du monde.

Nous sommes solidaires des étudiants palestiniens. Depuis des années, sous l'occupation israélienne, ils se battent pour la réouverture des universités et le droit à l'auto-détermination. Après 4 ans d'Intifada, nous leur réaffirmons notre solidarité et entendons engager une grande campagne de solidarité pour la réouverture de leurs universités, pour gagner l'inscription en France d'étudiants palestinien en 2nd et 3ème cycle, et la bataille sur les bourses.

En Afrique, actuellement, des peuples luttent pour leur liberté. Dans cette lutte pour la démocratie, les étudiants sont partie prenante, et certains tombent sous les balles des dictatures soutenues depuis des décennies par tous les gouvernements français. Ce continent est en péril. En tant qu'étudiants, nous ne pouvons laisser faire cela, nous nous devons de prendre une part plus

effective à des initiatives telles que “ça suffat comme ci” et impulser des actions afin de sensibiliser les étudiants sur ces problèmes cruciaux que sont l'aide au développement, la coopération et l'accueil des étudiants étrangers chez nous. Nous sommes solidaires des étudiants de l'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie qui luttent contre le poids de la dette qui étrangle leurs peuples.

Nous sommes solidaires de nos camarades étudiants marocains qui combattent le régime moyen-âgeux d'HASSAN II. Dans ce cadre, l'UNEF se réjouit de la libération d'Abraham SERFATY qui nous encourage à continuer à lutter pour la libération de tous les étudiants marocains. Il est par exemple possible que chacune de nos AGE parraine un étudiant marocain détenu dans les geoles d'HASSAN II et corresponde avec lui.

Les étudiants en France et dans le monde ont joué un grand rôle lors de la guerre du Golfe, dans le mouvement pacifiste. Ainsi, en France, l'UNEF a-t-elle été à l'initiative d'un collectif large et pluraliste d'étudiants et a ainsi contribué à impulser le mouvement pacifiste. Pour qu'il n'y ait plus de guerre, continuons à nous battre avec tous les étudiants du monde pour imposer le désarmement et l'arrêt des essais nucléaires.

En Europe, les étudiants aussi subissent de plein fouet des choix qui remettent partout en cause leurs droits aux études. Des mouvements importants se sont développés en Grèce et en Espagne. Nous sommes solidaires de tous les étudiants qui luttent dans leurs pays pour leurs droits à des études de qualité et entendons rechercher des convergences de lutte avec eux. Dans les pays de l'Europe de l'Est, si les étudiants ont pris une part active pour faire tomber des régimes sclérosés, les étudiants ont aujourd'hui fort à faire pour se battre afin de préserver leurs acquis et pour acquérir une formation de qualité. Nous leur apportons notre entière solidarité.

Le rapport d'Amnesty International fait état d'un nombre extrêmement élevé de prisonniers politiques étudiants de par le monde.

Dans cet esprit, nous exigeons la libération immédiate de notre camarade Jean Philippe CASABONNE, ce déni de justice emprisonné arbitrairement. Etre au côté des étudiants en lutte pour leurs droits partout où ils sont attaqués, telle est notre conception de solidarité de l'UNEF. C'est dans ce sens que l'UNEF est intervenu dans des instances telles que l'UIE (Union Internationale des Etudiants) et l'ESIB (Bureau d'Information

des Etudiants Européens). Ces organisations ne sont pas aujourd'hui ce qu'elles devraient être. Trop technocratique, privilégiant le débat de procédure avant tout autre chose, ces organisations sont très éloignées de ce que vivent les étudiants du monde. Aujourd'hui, si on peut se féliciter que l'UIE ait rompu avec le bureaucratisme du passé, il faut veiller à ce qu'elle n'y retombe pas et qu'au contraire, elle redevienne ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, c'est à dire une organisation internationale qui soit utile aux étudiants, partout dans le monde, pour défendre et faire respecter leurs droits, pour développer la solidarité internationale.

4/ ELECTIONS UNIVERSITAIRES : QUEL EST LE VERITABLE ENJEU ?

Un acquis démocratique, un sacré moyen de se faire entendre.

Les élections universitaires, c'est un acquis démocratique des étudiants ; un moment d'expression sanctionné par une représentation étudiante dans toutes les instances administratives. Le jour des élections dans une fac ou un UFR, c'est l'occasion de l'exprimer, d'un geste simple, à des centaines ou des milliers de voix, tous ensemble et au même moment. Quel atout pour se défendre, pour donner écho et répondant à nos revendications !

Car chaque fois qu'on peut se faire entendre, ça compte. La progression des listes UNEF depuis le dernier congrès en témoigne.

Et d'abord les résultats des élections aux CROUS de mars 91.

Alors que la participation électorale est en proportion équivalente aux précédents scrutins du CROUS (qui se déroulaient sur 2 jours au lieu d'un cette fois-ci), l'UNEF est la seule organisation nationale à progresser en % - avec un bond de 5% par rapport à 89- et en sièges avec 40 sièges contre 35 en 89. L'UNEF devient ainsi le premier syndicat étudiant dans 11 CROUS contre 9 la fois précédente. Cette progression est bien le trait le plus marquant des élections de mars 91. A tel point que l'AFP débutait sa dépêche du 20 mars en soulignant que "l'UNEF a progressé nettement aux élections aux CROUS". D'ailleurs, Jospin a bien pris la mesure de cette progression du vote revendicatif : les élections du CROUS ont été aussitôt suivies de concessions sur les bourses.

Ces caractéristiques concernant les élections aux CROUS se trouvent pleinement confirmées par les élections précédant de quelques jours la tenue

de notre 75ème congrès. Notamment les élections aux Conseils centraux de 4 universités importantes, où l'UNEF est en situation diverse : Lille, St Etienne, Paris 8 et Nanterre. Des résultats significatifs puisqu'ils portent sur plus de 10.000 votants. Notre syndicat y progresse en moyenne de 3%. Bien sûr, dans le détail, cela recouvre des inégalités. Puisque l'évolution du pourcentage s'étale de - 1,1% à + 8,3% selon les facs.

Ces données montrent que, chaque fois que nous avons su aller au bout de notre démarche pour préparer les élections, cela s'est traduit par des progrès sensibles de notre influence. C'est particulièrement vrai du fait d'ouvrir largement aux étudiants la préparation du scrutin à la fois en associant des non-syndiqués aux listes "Tous unis pour nous défendre" soutenues par l'UNEF et en décidant dans les amphis, avec tous, parfois à l'aide des cahiers de revendications, du programme des candidats. C'est sans doute l'un des atouts majeurs de la campagne menée, à Paris 8 par exemple, qui progresse de 8,3% ! On voit bien quelle force cela représente quand des étudiants présentent des listes bien à eux, porteuses de leurs propres exigences, récupérables par personne.

C'est l'ambition qu'a l'UNEF pour que les élections universitaires soient vraiment utiles : présenter partout des listes "UNEF Tous unis pour nous défendre" qui soient larges, rassembleuses. Le succès de ces listes donne du poids à nos revendications, nous le constatons. Et le ministère fait le même constat. Il suffit de regarder avec quelle application méthodique, quel acharnement il s'efforce de banaliser et de dévoyer les élections pour pousser les étudiants à l'abstention, notamment en réduisant considérablement les lieux de vote, comme ce fut le cas lors des élections au CROUS, en IUFM à Lyon, en réduisant également la durée des votes. A ce sujet nous avons un rôle à jouer, notamment au sein des Conseils, en proposant à l'administration de nos facs de favoriser la participation par envoi de lettres, affichage de manière réellement visible, panneaux réservés aux associations et syndicats étudiants...

D'une manière générale, on ne peut que constater les très réelles avancées que l'UNEF a enregistré depuis son 74ème congrès. Succès qui sont à mettre au compte d'initiatives et de pratiques plus à l'image de notre orientation.

Quels candidats pour nous défendre ?

Enfin, pour que la liste "UNEF-Tous unis pour nous défendre" soit pleinement la liste des étudiants, le choix des candidats eux-même doit être leur affaire. Si c'est ensemble qu'on est le mieux placé pour décider de nos revendications, c'est également ensemble qu'on est les meilleurs juges des candidats les mieux à même de nous défendre.

D'ailleurs, réfléchissons : a-t-on besoin d'élus d'étudiants à qui déléguer nos pouvoirs ou encore d'élus "fantoques" qui apparaissent au moment des élections et qu'on ne revoit jamais plus, de notables qui discutent de tout avec l'administration dans le dos des étudiants ? Ou, au contraire, de représentants combatifs, soucieux de garder le lien avec nous, capables de venir nous informer dans un amphi ou un TD pour nous permettre de riposter, qui nous accompagnent en délégation, en rassemblement, de façon générale dans les luttes, d'élus qui préparent les réunions de conseil avec tous les étudiants, et qui leur rendent compte des résultats.

TROISIEME PARTIE L'UNEF PARTOUT A L'OFFENSIVE

A l'UNEF, nous sommes des milliers à avoir fait le choix de s'organiser pour se défendre; des milliers à l'avoir fait pour des raisons à chaque fois différentes, certains pour gagner leur place en fac, d'autres pour s'opposer à la mise en place des prêts bancaires. Nous sommes des milliers à avoir une même exigence : **que l'UNEF nous soit toujours plus utile.**

Et, si depuis son dernier congrès, l'UNEF a fait bien des progrès sur la mise en oeuvre d'une orientation qui lui permet de réagir de façon plus combative aux injustices, il n'en est pas moins vrai que, face à la situation actuelle, il lui faut aller beaucoup plus loin pour encore mieux défendre les intérêts des étudiants et gagner des droits nouveaux correspondant à leurs aspirations.

1/L'ADHERENT AU COEUR DE L'UNEF

En définitive, l'utilité d'être syndiqué, c'est de ne pas rester isolé, pouvoir se retrouver en contact avec d'autres adhérents qui se heurtent aux mêmes problèmes et ont la même envie de réagir.

En effet ou, sinon dans une même filière, voire dans un même amphi, a-t-on le plus de chances de rencontrer des étudiants confrontés aux mêmes difficultés et, ensemble, de décider d'actions ?

Dans l'UNEF, nous sommes évidemment tous très différents simplement parce que nous ne faisons pas les mêmes études, ne pratiquons pas les mêmes loisirs, nous n'avons ni les mêmes opinions ni la même sensibilité. **C'est cette diversité qui constitue un formidable atout. Sachons nous en saisir !** Ces liens que chacun d'entre nous entretient avec dix, vingt étudiants, rien ne peut les remplacer.

Ils sont notre richesse, notre force !

Prendre en compte cette diversité, c'est agir avec les disponibilités et les préoccupations de chaque adhérent en lui permettant de s'approprier l'orientation de son syndicat, de la faire vivre concrètement à partir de ce qu'il vit. Faire en sorte que chacun y trouve sa place. C'est favoriser l'appréhension de notre stratégie à travers des initiatives concrètes, des luttes, des réunions d'Associations...

2/ L'ASSOCIATION AU PLUS PRES DES ADHERENTS

De même, avoir une association UNEF pour sa filière ou pour son amphi, est la meilleure garantie de disposer d'un syndicat à l'écoute de tous les étudiants et en pleine capacité de réagir aux injustices.

C'est effectivement la réunion d'Associations qui est le moyen le plus efficace pour décider des actions à engager. Nulle part ailleurs on ne peut prendre mieux la mesure de ce qui est le plus urgent à combattre ou à résoudre.

Ca veut dire qu'il faut vraiment y donner la parole à chacun, veiller à ce qu'à chaque fois une décision au moins soit prise, accompagnée d'une répartition des tâches sans timidité, ou peur de se tromper : l'audace, la créativité et la combativité, c'est ce qui convient le mieux au développement des luttes.

3/ RENFORCER LA DEMOCRATIE : UN ENJEU POUR L'UNEF

Ainsi donc, l'UNEF doit-elle devenir plus encore la propriété de chaque adhérent qui doit être en mesure de s'en approprier l'orientation. En effet, comment pourrions-nous informer les étudiants et agir si déjà, parmi ceux qui ont choisit de s'organiser, bon nombre se retrouvent sur la "touche" ? Simplement parce qu'on ne prend pas le temps de les recontacter pour leur permettre de disposer des informations nécessaires pour apprécier les décisions prises et cela à tous les niveaux.

Intensifier la vie démocratique de l'UNEF, c'est une condition incontournable pour que l'intervention, l'expression et l'activité de l'UNEF soient notre affaire à tous.

C'est important parce que la rédaction d'un tract sur le problème d'un amphi, d'une filière, l'écriture d'une pétition... ce ne peut être simplement l'affaire de quelques uns, faute de quoi les solutions de facilité, la délégation de pouvoir reprennent le dessus et c'est un frein pour la riposte.

Faire plus pour la démocratie, c'est aussi offrir à chaque adhérent les moyens de s'intégrer, de prendre des responsabilités ; c'est faire confiance à chacun.

Plus de démocratie, c'est se doter plus encore des moyens financiers nécessaires à la vie et à l'expression de notre syndicat car sans argent il ne peut exister ni convocations aux réunions d'associations, ni tracts, ni

affiches... C'est faire en sorte de pouvoir toujours être en mesure de répliquer le plus efficacement possible.

C'est permettre à chaque adhérent de participer au financement de son organisation, de s'y investir en se donnant les moyens de ses ambitions, en décidant de pouvoir intervenir partout, à n'importe quel moment.

4/ DES RESPONSABLES SENSIBLES ET COMBATTIFS

Naturellement, cette vie démocratique exclut donc de fait les pratiques autoritaires. A l'UNEF, ce n'est pas de chefs dont nous avons besoin, mais de responsables, à tous les niveaux, sensibles aux préoccupations des adhérents, de responsables ayant le souci de permettre à tous nos adhérents de se saisir de nos propositions, de nos orientations.

Nous avons besoin de responsables ayant le souci de travailler avec tous les adhérents dans leur diversité en responsabilisant chacun d'entre eux.

Permettre la formation des adhérents, s'assurer de la circulation des informations, de la convocation des réunions, s'assurer que les décisions prises collectivement seront mises en oeuvre, cela nécessite que des copains en aient plus particulièrement la responsabilité.

A tous les niveaux, les responsables de l'UNEF sont élus par les adhérents. Ils ont des comptes à leur rendre.

Pour avoir des actions diversifiées, pour les mener jusqu'au bout, il faut (dans les bureaux) des commissions dynamiques, constructives, offensives.

Soyons plus offensifs aussi avec nos élus, des élus qui prennent position dans les conseils et s'opposent aux mauvais coups portés, des élus qui descendent dans les amphis pour rendre compte de ces conseils, des élus travaillant toujours plus près des étudiants pour les étudiants et avec les étudiants, des élus travaillant toujours plus près des associations.

Si nos élus ont cette activité régulière, l'analyse des projets du gouvernement ne manquera pas puisque c'est dans les facs qu'il se traduit concrètement. Il est du ressort des élus d'en informer les adhérents, de contribuer à impulser l'action.

Des responsables proches des étudiants, sensibles aux injustices, déterminés à les combattre, ouverts et rassembleurs : voilà ce dont nous avons besoin, de l'association au bureau national.

5/ ETRE PRESENTS PARTOUT

On le voit partout où l'UNEF est force de propositions, partout où elle est à l'offensive, les étudiants se saisissent de cet outil pour faire reculer le gouvernement.

A nous d'être à la hauteur des ambitions que se fixe le 75ème congrès.

Pour être encore mieux un outil à la riposte, c'est dans toutes les UFR, toutes les facs., les BTS, les IUT, les antennes délocalisées que nous devons nous trouver afin de faire grandir nos exigences et aider au développement des luttes.

6/ LE RENFORCEMENT DE L'UNEF : L' AFFAIRE DE TOUS

Etre partout, cela veut dire être plus nombreux car, du renforcement de notre organisation, dépend la riposte. Pour être mieux le syndicat de tous à la portée de tous

N'hésitons pas à aller à la rencontre des étudiants de nos amphis, de nos T.D ; et proposons leur de rejoindre l'UNEF.

Puisque chacun a sa place à l'UNEF quoi de plus normal que de proposer aux étudiants de prendre cette place qui est la leur. Adhérer à l'UNEF, ce n'est pas perdre sa liberté de penser puisque c'est un moyen efficace pour se défendre, puisque dans l'UNEF, c'est notre diversité qui fait la richesse de notre syndicat.

Puisque nous voulons être plus fort donc plus nombreux, ne laissons pas de côté la remise de carte, là encore c'est une question de démocratie que de permettre à des étudiants ayant adhéré à l'UNEF, de continuer à construire son activité, à participer aux décisions, à se saisir de nos propositions, notre orientation.

Enfin, adhérer à l'UNEF, c'est un engagement pour l'UNEF à recontacter systématiquement chaque adhérent.

Cet outil que nous nous sommes donné a donc vocation à devenir celui de dizaines d'autres étudiants que nous connaissons. Au niveau national,

l'UNEF se donne l'ambition d'être 10.000 avant le prochain congrès. Imaginons la force que cela représenterait si nous étions 10.000 étudiants organisés à l'UNEF, 10.000 à s'approprier cet outil, quel poids pour mettre en échec les coups portés à nos études, quel poids pour mettre en échec les projets du gouvernement !!!